

Rapport sur le travail dans le monde 2010: D'une crise à l'autre?

Résumé

Pré-édition

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES SOCIALES

Résumé du Rapport

Trois ans après le début de la crise financière, l'économie mondiale connaît à nouveau la croissance et l'on observe même dans certains pays des signes encourageants d'une reprise de l'emploi, notamment en Asie et en Amérique latine.

L'aggravation récente des perspectives de l'emploi ...

Cependant, en dépit de ces éléments positifs importants, de nouveaux nuages obscurcissent l'horizon et les perspectives de l'emploi se sont sérieusement aggravées. On s'attend à ce que, dans les pays industrialisés, l'emploi ne revienne à son niveau d'avant la crise qu'en 2015 et non en 2013 comme on l'espérait dans le Rapport de l'an dernier (chapitre 1). Concernant les pays émergents ou en développement, on estime que l'emploi reviendra dès cette année à son niveau d'avant la crise, comme nous l'avions prévu dans le Rapport de l'an dernier. Cependant, pour que ces pays puissent répondre à l'augmentation de la population active, il faut encore créer plus de 8 millions d'emplois (tableau 1). Dans de nombreux pays où l'on a noté une croissance positive de l'emploi vers la fin 2009, on observe depuis peu une tendance au fléchissement du retour à l'emploi, voire même un risque de rechute.

Plus la dépression du marché du travail sera longue, plus les chômeurs auront des difficultés à retrouver du travail. Dans les 35 pays pour lesquels nous disposons de données, près de 40 pour cent des chômeurs sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an. Ils risquent donc d'être démoralisés, de perdre l'estime d'eux-mêmes, et même de connaître des difficultés d'ordre psychologique. Il est important de souligner que le chômage touche beaucoup plus les jeunes, et quand ils trouvent un emploi, souvent celui-ci est précaire et sans rapport avec leurs qualifications. De plus, en raison de la longue dépression du marché de l'emploi, de nombreux chômeurs risquent fort de se décourager et de se retirer du marché du travail. En 2009, dans les pays pour lesquels nous disposons d'informations, près de 4 millions de chômeurs avaient déjà renoncé à chercher un emploi.

...découle à la fois du retour à l'austérité budgétaire et du fait que l'on ne s'est pas vraiment attaqué aux racines de la crise.

La première raison de cette détérioration tient à la suppression des mesures de relance budgétaire, essentielles à une reprise rapide. Etant donné la réticence des investisseurs à financer une dette publique croissante, les gouvernements s'inquiètent de l'augmentation des déficits publics. Dans la majorité des pays analysés dans le présent Rapport, la politique budgétaire est marquée par une austérité qui, si elle est mal conçue, ne fera que prolonger la crise de l'emploi.

Deuxième facteur, plus fondamental celui là, on ne s'est pas convenablement attaqué aux racines de la crise. La coexistence d'une croissance tirée par la dette dans certains pays industrialisés, et d'une croissance fondée sur les exportations dans les pays émergents les plus importants, s'est révélée être le talon d'Achille de l'économie mondiale. Dès avant le début de la crise, les revenus réels du travail augmentaient moins que ne l'auraient justifié les gains de productivité, avec pour conséquence un creusement des inégalités. Dans certaines économies avancées comme celles des Etats-Unis et de plusieurs pays d'Europe, cela a conduit les ménages à emprunter pour financer leur logement et leur consommation, chose rendue possible par les dysfonctionnements du système financier. Dans d'autres économies avancées, comme l'Allemagne, ou émergentes, comme la Chine, l'aggravation des inégalités s'est traduite par une croissance relativement modeste de la demande intérieure. Mais ce manque a été largement compensé par la croissance des exportations vers les économies à dépense et endettement élevés. La bulle de la dette privée a éclaté dès le début de la crise financière mondiale, et, durant un certain temps, c'est la dette publique qui a pris le relais en tant que moteur de la croissance. Cependant, le recours à la dette publique pour stimuler l'économie a des limites.

Pour sortir durablement de la crise, il faut donc impérativement s'attaquer aux inégalités de revenus et aux dysfonctionnements du système financier.

Mais l'on peut sortir durablement de la crise grâce, d'abord à des politiques budgétaires axées sur l'emploi ...

Il est encore temps d'améliorer les perspectives d'emploi. Le Rapport montre le rôle clef d'une triple approche dont les éléments se renforcent mutuellement. Premièrement, il faut renforcer les politiques de l'emploi pour réduire le risque d'une augmentation du chômage de longue durée et de la multiplication du travail informel (Chapitre 3). Des politiques actives de l'emploi, si elles sont bien conçues, des dispositifs de partage du travail et des mesures destinées aux groupes les plus vulnérables, en particulier les jeunes, seraient, à cet égard, particulièrement pertinents.

Comme on le verra dans ce rapport, ces mesures ont fait leurs preuves dans différentes régions du monde. Elles sont en outre peu onéreuses pour les deniers publics. De plus, à long terme, ces mesures soutiendraient la participation au marché du travail ainsi que la qualité des emplois. Ce faisant, elles confèreraient plus de marges aux dépenses publiques, et seraient source d'augmentation des revenus. In fine, les déficits publics seraient moins graves que si l'on poursuivait une politique d'austérité budgétaire mal conçue.

...ensuite, à une croissance alimentée par les revenus du travail, dans les économies émergentes et autres pays excédentaires ...

Le deuxième volet du programme d'action, c'est, dans les pays excédentaires, une croissance tirée par les revenus, tournant le dos à la croissance alimentée par l'endettement, et ouvrant la voie à la création, durable, d'emplois, dans les pays

excédentaires, comme dans les pays déficitaires. Nous montrons dans ce Rapport que si l'on établit, dans les pays excédentaires, un lien plus étroit entre l'augmentation des revenus du travail et la productivité, le chômage baisserait non seulement dans les pays excédentaires, mais aussi dans les pays qui sont confrontés à de sérieux problèmes de déficit (Chapitre 4). Un rééquilibrage de l'économie mondiale, serait, à cet égard, plus efficace qu'une modification des taux de change. En fait, les stratégies reposant sur les revenus, non seulement soutiennent la demande globale, mais entraînent également un accroissement des marchés intérieurs, ainsi que de nouvelles possibilités de croissance dont peuvent bénéficier les entreprises durables.

La croissance tirée par les revenus est, à son tour, fonction des efforts accomplis pour consolider la négociation collective et le dialogue social ; elle est aussi fonction de politiques sur le salaire minimum bien adaptées et de systèmes de protection sociale favorisant l'emploi. Le Brésil et l'Inde ont montré comment l'on peut y arriver.

... enfin, à une réforme financière

Comme l'a dit la Banque des règlements internationaux dans son Rapport Annuel 2009, « il existe des similarités frappantes entre une crise financière et une maladie. Dans les deux cas, pour en sortir, il faut commencer par identifier et traiter la cause de la maladie ». Et pourtant, jusqu'à présent, aucune réforme n'a réussi à s'attaquer « à la cause de la maladie ».

Il s'ensuit que le renflouer les banques sans leur imposer de réformes profondes a engendré un « aléa moral ». Le volume du crédit accordé à l'économie réelle a décliné dans les économies avancées. Situation particulièrement préoccupante pour les petites entreprises, essentielles à la création d'emplois, mais tributaires du financement par les banques pour leurs projets d'investissement et de recrutement. Les pays émergents et en développement sont aussi affectés par la volatilité des flux de capitaux qui déstabilise l'économie réelle.

Si l'on réformait les systèmes financiers, y compris en adoptant les mesures débattues dans les instances internationales, l'épargne irait en direction des investissements productifs, et les emplois seraient plus stables (Chapitre 5). Cela implique une action aux niveaux national et international – par exemple via l'adoption d'une taxation des activités financières. On a exprimé certaines préoccupations, en particulier dans les milieux financiers, concernant la période de transition découlant de la réforme financière, avec une augmentation du coût du crédit. Toutefois les bénéfices à long terme d'une réforme financière pour l'économie réelle et la société surpasse largement ces inconvénients.

C'est la cohésion sociale qui est en jeu

Il faudrait que la cohésion sociale ait bien plus d'importance dans le débat politique. La réponse politique initiale a donné le sentiment que l'emploi et les préoccupations sociales étaient pris en compte. Toutefois, on ne peut tenir pour assurée une cohésion sociale solide si la stratégie menée est moins intégratrice.

Il est déjà de plus en plus évident que le climat social se détériore, surtout dans les pays où les pertes d'emplois sont les plus fortes (Tableau 2). Par exemple, trois quarts des 82 pays pour lesquels nous disposons d'informations, connaissent une détérioration des perceptions individuelles relatives au niveau de vie et à la qualité de celle-ci. Le taux de chômage de ces pays a augmenté de presque 3 pour cent de plus qu'ailleurs. Même parmi les personnes ayant un emploi, la satisfaction au travail s'est fortement détériorée : en 2009, c'était le cas dans plus des deux tiers des 71 pays pour lesquels nous disposons de données. Rien d'étonnant à ce que le sentiment d'injustice soit plus aigu (46 pays sur 83) et à ce que les gens aient moins confiance en leurs gouvernements (36 pays sur 72) qu'avant la crise. Le Rapport montre que l'augmentation du chômage et le creusement des inégalités sont les premiers déterminants de la détérioration des indicateurs du climat social (Chapitre 2). En outre, la croissance économique n'apparaît pas en soi comme un facteur significatif de l'évolution des indicateurs du climat social. Cela vient à l'appui d'une action politique centrée sur l'emploi, telle que préconisée par le Pacte mondial pour l'emploi du BIT.

En résumé, adopter une stratégie de sortie de crise centrée sur l'emploi renforcerait la cohésion sociale et assurerait une reprise durable. Cela suppose des mesures budgétaires de soutien soigneusement mises au point pour s'attaquer au chômage de longue durée, un renforcement du lien entre revenus du travail et évolution de la productivité, et des réformes financières guidées par les besoins de l'économie réelle. Comme l'ont souligné de nombreux observateurs, la crise doit fournir l'occasion de bâtir une économie mondiale équilibrée. Les perspectives sociales, comme celles de l'emploi nous disent qu'il reste de moins de moins de temps pour saisir cette occasion et en faire une réalité.

Tableau 1 **Pertes d'emplois et emplois manquants depuis le début de la crise, 68 pays**

Régions du monde	Emplois perdus		Emplois manquants en a 2010	
	Million d'emplois	%	Millions d'emplois	%
Pays industrialisés	18	61.4	14.3	63.1
Afrique	1.6	5.3	1.2	5.3
Asie et Pacifique	2.0	6.7	1.6	7.2
Europe Centrale, Orientale et anciennes Républiques Soviétiques	4.7	16	3.5	15.3
Amérique Latine et Caraïbes	3.1	10.6	2.1	9.0
TOTAL	29.4	100	22.7	100

Note: Le total a été calculé sur les 68 pays pour lesquels nous disposons de statistiques. Le nombre d'emplois manquants est le nombre d'emplois qu'il faudrait pour revenir au taux d'avant la crise.

Source: Estimations de l'IIES à partir de la base de données Laborsta du BIT (voir chap. 1).

Tableau 2: Indicateurs du climat social et chômage

	% de pays présentant une détérioration des indicateurs sociaux entre 2006-7 et 2009	Variation du taux de chômage dans les pays ayant connu une détérioration des indicateurs du climat social par rapport à la variation du taux de chômage dans les autres pays (Q1 2008 – Q1 2010)
Baisse de l'opinion sur le niveau/la qualité de vie	75.6	2.8
Baisse de la confiance dans le gouvernement	50.0	2.7
Baisse de la satisfaction au travail	67.6	3.5
Aggravation de la perception des inégalités	55.4	1.5

Note: Les données portent sur 71 à 83 pays, selon l'indicateur social.

Source : chapitre 2.